

*Initiatives ministérielles*

francophone, aux mesures prises par le gouvernement du Manitoba ces dernières années afin de brimer les droits des francophones dans cette province, et ainsi de suite. C'est donc dire que le bilan des provinces dans ce domaine n'est pas très reluisant.

Seul le gouvernement fédéral a pris certaines initiatives pour protéger les minorités linguistiques, à la suite des travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme il y a quelques années. Jusqu'à maintenant, le gouvernement fédéral a toujours protégé les minorités linguistiques du pays. Nous espérons qu'il ne les sacrifiera pas dans le seul espoir de conclure un nouvel accord constitutionnel.

• (1310)

Une autre question, très importante à mes yeux, qui reste en plan à cause de cet ajournement est celle de la réglementation des armes à feu. Il y a environ une semaine, j'ai déposé à la Chambre une pétition de plus de un demi-million de signatures demandant au gouvernement d'inscrire sur la liste des armes à autorisation restreinte les armes semi-automatiques paramilitaires, c'est-à-dire les armes comme celle dont Marc Lépine s'est servi pour tuer 14 femmes à l'École polytechnique en décembre 1989. Beaucoup de forces policières et de groupes d'assaut se servent de cette arme qui peut tirer jusqu'à 30 balles. Il n'y a aucune raison pour que cette arme soit en vente libre comme arme de chasse.

Le gouvernement a déposé le projet de loi C-80, qui semble améliorer la réglementation des armes à feu, mais il a été laissé en plan. Il semble qu'il n'ira pas plus loin, parce que la session sera prorogée. Un comité parlementaire a fait des propositions, certaines excellentes et d'autres moins, mais nous ajournons la session, et, plus d'un an après la tuerie de l'École Polytechnique, nous n'avons toujours rien fait pour mieux réglementer les armes.

Monsieur le Président, vous me faites signe que mon temps de parole touche à sa fin. Je tenais simplement à dire que le gouvernement ajourne à un moment où de nombreuses questions critiques réclament notre attention. Ce gouvernement a perdu l'appui des Canadiens. Il est plus bas dans les sondages qu'aucun autre gouvernement ne l'a jamais été dans toute l'histoire du Canada. Le premier ministre a perdu le soutien des Canadiens. La motion qui tend à ajourner le Parlement pour quatre semaines montre encore qu'il a perdu ses appuis. Le pays

fait face à de graves problèmes, mais le gouvernement, parce qu'il ne sait pas trop quoi faire, décide d'ajourner. Quelle triste jour pour le Canada.

[Français]

**M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre):** Monsieur le Président, avant qu'on ajourne prématurément, je voudrais féliciter notre collègue, l'honorable député de Notre-Dame-de-Grâce, qui se préoccupe énormément de l'état de l'économie à Montréal. Il en parle souvent et je sais qu'il s'intéresse grandement à la situation.

Mon collègue, M. Allmand, connaît la situation de l'industrie du textile, des fabricants de vêtements à Montréal—et je m'y connais un peu car j'ai visité certains fabricants à Montréal—alors, cette industrie est en chute libre. Il y a des pronostics à l'effet que d'ici cinq ou six ans—et ce ne sont pas mes chiffres, monsieur le Président, ce sont ceux des différentes associations de fabrication de vêtements à Montréal—donc, d'ici cinq ou six ans, l'industrie sera littéralement écartée de Montréal. Vous savez que dans le passé, Montréal était un des grands centres de l'Amérique du Nord.

Je voudrais que notre collègue nous dise quel remède, à son avis, ce gouvernement pourrait apporter à l'industrie du textile, et, en même temps, cet ajournement prématuré, à son avis, ne doit-il pas être interprété comme un aveu d'échec?

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, le député a raison. L'industrie du textile a toujours été très important à Montréal. C'est une industrie qui a donné des emplois à des milliers d'individus dans la ville de Montréal.

Mais vous savez que pendant le débat sur le libre-échange, pendant l'élection de 1988, l'industrie elle-même a mentionné plusieurs fois que cet accord avec les États-Unis menacerait leur industrie et un grand nombre d'emplois dans cette industrie.

[Traduction]

Les avertissements qu'on nous avait donnés pendant le débat sur le libre-échange sont maintenant en train de devenir réalité. Les entreprises du secteur du vêtement et du textile ferment les unes après les autres à Montréal ou vont s'établir à l'étranger. Les travailleurs qui y avaient trouvé du travail durant de très nombreuses années sont absolument sans travail. Mon collègue est entré en contact avec moi. Il a communiqué avec beaucoup de ces entreprises à Montréal. Nous comptons en